

L'APRÈS-ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Quel gouvernement pour Bouteflika ?

Sa reconduction acquise, à l'issue d'un scrutin qui aura pris les allures de plébiscite, Bouteflika maintiendra-t-il tel quel son exécutif ou le recomposera-t-il, ne serait-ce que pour donner l'illusion d'accéder à quelques doléances partisans ? Pendant ses fameuses bravades politiques, Amar Saâdani, le secrétaire général du FLN, n'avait pas manqué d'en faire la demande.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le secrétaire général du FLN avait, en effet, réclamé que le gouvernement revienne au parti majoritaire dans les assemblées élues, en l'espèce, son parti, bien entendu.

Cette demande a été faite dans le sillage des attaques dont Saâdani avait rudement chargé le Premier ministre Abdelmalek Sellal à qui il avait reproché notamment d'être un candide, voire un novice politique.

En s'en prenant si vertement à Sellal, le premier responsable du FLN, qui accomplissait en parallèle quelques missions ingrates au profit du clan présidentiel, telles que ses coups de griffes portés au patron du DRS, exprimait en fait son opposition à la fonction d'intendance à laquelle le gouvernement est réduit. Dans l'idée de Saâdani, le gouvernement, émanation de la majorité parlementaire, devait avoir un caractère et une vocation politiques. Sera-t-il entendu ? Il n'est pas si évident que cela puisse paraître. Pour au moins deux raisons.

D'abord on voit mal Bouteflika renvoyer un Abdelmalek Sellal qui aura été par trois fois son directeur de campagne électorale.

D'ailleurs, il se susurre déjà que ce dernier retrouve ses fonctions de Premier ministre dès la proclamation des résultats officiels de l'élection prési-

dentielle par le Conseil constitutionnel et l'entame du quatrième mandat pour Bouteflika. Ensuite, il ne sera pas aisé pour Bouteflika de se plier au critère énuméré par Saâdani sans chambouler une configuration qui rend possibles et opérables toutes les cooptations au sein du gouvernement.

Bouteflika se doit de récompenser aussi la grappe de partis d'envergures diverses qui ont apporté soutien à sa candidature. Tout au plus pourrait-il revoir les dosages qui ont prévalu jusque-là, par notamment l'intégration de nouvelles clientèles partisans. La chronique politique a trop souvent cité le FFS,

qui a eu une attitude des plus ambiguës par rapport au scrutin présidentiel, traduite par le fameux «ni participation, ni boycott et ni soutien», comme parlant pour une participation au gouvernement.

Cependant, une telle option semble écartée pour le moment, du fait que la base du parti y reste largement réfractaire. Elle pourrait néanmoins intervenir à moyen terme si, entre-temps, Bouteflika décide d'un renouvellement anticipé du Parlement.

Perspective que certains estiment tangible. Ils lui fixent même un timing : elle est annoncée pour dès après la révision de la Constitution, le chantier le plus immédiat auquel s'attaquera Bouteflika.

Un chantier qui sera à coup sûr conduit par Abdelmalek Sellal en sa qualité de Premier ministre. C'était lui d'ailleurs qui supervisait les premiers écha-



Photo : Samir Sid

Bouteflika se pliera-t-il aux doléances de Saâdani ?

faudages avant que des contingences diverses ne dictent d'y surseoir.

S'il est, donc, quasi-sûr que Sellal reprenne les commandes

du gouvernement, l'hypothèse devient risquée dès qu'elle a trait à qui y débarquera et, par conséquent, à qui y fera son entrée.

S. A. I.

RÉÉLECTION DE ABDELAZIZ BOUTEFLIKA

La France, le Maroc et l'Espagne «félicitent» le 4^e mandat

A travers des communiqués rendus publics, les trois pays félicitent la réélection à 81,53% de Bouteflika, au pouvoir depuis 1999. Tous trois appellent de leurs vœux la poursuite des relations «amicales» et politiques avec les «autorités et le peuple algériens».

Saadia Gacem - Alger (Le Soir) - L'Espagne est le premier pays à réagir, dès le lendemain des élections ; dans un communiqué le gouvernement a affirmé que ce rendez-vous électoral s'est déroulé dans un cli-

mat de «tranquillité, de transparence et de pluralisme». L'Espagne considère l'Algérie comme un «partenaire fiable» et une «référence importante» pour la stabilité de la région. L'Espagne apporte donc sa caution à la réélection de Abdelaziz Bouteflika à un 4^e mandat avec plus de 81,53 des voix.

Le roi Mohammed VI a, quant à lui, félicité vendredi soir Abdelaziz Bouteflika pour sa réélection à la Présidence, estimant qu'elle traduisait «la volonté pressante» du peuple algérien «d'aller de l'avant dans le processus de développement». Vient ensuite la France qui, à travers son Président socialiste,

François Hollande, a souhaité vendredi soir à Bouteflika «un plein succès dans l'accomplissement de sa haute mission».

«Dans l'esprit d'amitié et de respect qui existe entre les deux pays, compte tenu des liens humains exceptionnels qui les unissent, la France forme des vœux chaleureux pour la prospérité de l'Algérie.

La France réitère sa volonté de continuer à travailler avec les autorités et le peuple algérien à l'approfondissement de la relation bilatérale, au service du développement des deux pays», conclut-il.

S. G.

NOUVEAU MANDAT DE BOUTEFLIKA

Ce qui attend la communauté ibadite

La Cellule de coordination et de suivi des Mozabites a, aujourd'hui, l'intime conviction que les événements qui ont secoué Ghardaïa sont prémédités. «Ils ont fait de nous la bête du sacrifice électoral», soutient Baba Oumoussa Ba-Ahmed, membre de la CCS, qui perd espoir de voir Abdelaziz Bouteflika faire pour leur région durant ce nouveau quinquennat ce qu'il n'a pu réaliser pendant quinze ans de règne.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Pire encore, Baba Oumoussa Ba-Ahmed, membre de la Cellule de coordination et de suivi des Mozabites (CCS), pense que jamais malheur n'a atteint sa communauté que durant le règne de celui qui se succède à lui-même pour la quatrième fois.

«Même au temps des Ottomans et de la colonisation française, notre patrimoine culturel et identitaire est resté intact alors que durant le règne de Abdelaziz Bouteflika, nos cimetières ont été profanés, notre histoire a été falsifiée et des familles entières ont été poussées à l'exil», regrette de son côté Khoudir Babaz, autre membre de

la Cellule de coordination et de suivi des Mozabites, qui rappelle aussi que durant les trois premiers mandats de l'actuel chef de l'Etat «il y a eu l'assassinat de 13 Mozabites et plus de 2 000 maisons incendiées ainsi que récemment des atteintes à la pudeur sur des citoyens dans un commissariat de police à El Grara». «Ils ont fait de Ghardaïa un exemple pour faire peur au reste du pays.» S'agissant des événements qui secouent la région de Ghardaïa depuis décembre 2013, Khoudir Babaz a aujourd'hui l'intime conviction que c'est prémédité et inéluctablement lié aux élections présidentielles d'avril 2014. «Ils ont fait de Ghardaïa un exemple



Photo : NewPress

Les Mozabites sans illusions.

pour faire peur au reste du pays, afin que les gens optent pour la stabilité», confie-t-il.

L'exemple le plus édifiant, selon Baba Oumoussa Ba-Ahmed, est le calme et la sécurité qui ont régné le jour du scrutin dans des endroits qui, jusque-là, n'étaient pas sécurisés et leurs

résidents abandonnés aux mafias et aux bandits. «Ce qui s'est passé à Ghardaïa n'a rien d'un conflit intercommunautaire. Il y avait des mains qui alimentaient la violence avec des complicités au pouvoir», conclut-il. Enfin, nos interlocuteurs ont fait savoir que la Cellule de coordination et de

suivi des Mozabites compte organiser, dans les prochains jours, un rassemblement à la place du marché mythique de Ghardaïa pour débattre et se consulter sur les différentes questions qui touchent leur communauté.

M. M.